

Octroi de crédits aux entreprises - Premier trimestre 2010

Les premiers signes d'une éclaircie ?

Mai 2010

PME et banques semblent bien parties pour tourner la page de la crise. Telle est la conclusion formulée par le CeFiP (Centre de Connaissances du Financement des PME) sur base des chiffres relatifs à l'octroi de crédits aux indépendants et aux petites sociétés au premier trimestre de 2010, établis par la Banque nationale de Belgique (BNB).

Stabilisation du nombre de débiteurs

Au premier trimestre de 2010, le nombre total de débiteurs de crédit, toutes entreprises confondues, est quasiment stable (-0,02 %), après deux diminutions consécutives fin 2009.

Le nombre de débiteurs indépendants se stabilise également (+0,07 %). Après sept trimestres consécutifs de baisse et une tendance baissière depuis des années, cette stabilisation est un signal positif. Au niveau du nombre de petites entreprises emprunteuses, la tendance reste positive avec une nouvelle augmentation (+ 0,04 %) au premier trimestre 2010.

Montant des crédits octroyés

Situation similaire pour le montant total des crédits octroyés, qui enregistre une diminution de 0,04 %. Après deux trimestres négatifs, on peut y voir une stabilisation.

Ce sont de nouveau les indépendants et les petites entreprises qui portent la tendance, avec une augmentation de 0,82 % chez les indépendants soit +108 millions d'euros en chiffres nominaux.

Les montants de crédit octroyés aux petites entreprises continuent à augmenter, comme c'est le cas depuis plusieurs années maintenant. Cette augmentation est certes assez limitée depuis quelques trimestres, mais avec cinq trimestres consécutifs à la hausse et +452 millions d'euros (+0,83 %) au premier trimestre 2010, on peut parler de tendance lourde.

Degré d'utilisation

Au premier trimestre de 2010, sur le montant des crédits octroyés, € 115,74 milliards ont été prélevés, soit un degré d'utilisation de 71,0 %. Pas de changement par rapport au trimestre précédent (70,9 %). Le degré d'utilisation reflète la proportion du montant des crédits octroyés qui a été prélevée par les débiteurs. Il s'agit là encore d'un signal positif, car chez les

indépendants et les petites sociétés, ce paramètre, traditionnellement élevé, a légèrement diminué (respectivement de 85,87 % à 85,51 % et de 86,88 % à 86,61 %).

Conclusion

L'ensemble des composants donne une image positive du premier trimestre de 2010. Tant les chiffres que l'environnement macro-économique (baromètre CeFiP, confiance des entrepreneurs, PIB...) nous envoient des signaux de stabilisation et même de légère amélioration. Le tout est de savoir quel sera l'impact du malaise qui règne actuellement sur les marchés financiers (problèmes budgétaires de la Grèce, chute de l'euro,...). Nous en saurons plus le 1^{er} juin avec la publication du prochain baromètre du CeFiP.

A plus long terme, il reste malgré tout des facteurs qui peuvent, implicitement ou explicitement, représenter une menace pour l'octroi de crédits aux PME. Tout d'abord, on voit que le PIB est proche d'une croissance nulle au premier trimestre 2010. Il faut donc veiller à stimuler la croissance économique, sans perdre de vue le long terme et les finances publiques. La rigueur budgétaire est donc de mise, sans verser dans l'austérité. Les problèmes de la Grèce en sont un exemple.

Comme la situation grecque est une menace pour les banques en convalescence, elle peut avoir un impact sur l'octroi de crédits de ces banques aux PME. Une raison de plus de suivre cette problématique de près...

Par ailleurs, suite à la crise financière et au déficit de régulation, une réforme de la législation de Bâle II a été élaborée. Bien qu'elle soit l'occasion d'amener plus de transparence et de communication, par exemple au niveau des ratings utilisés pour l'approbation d'un dossier de crédit, cette réforme fait des sceptiques.

On propose de durcir les exigences de capital pour renforcer les institutions financières. On a l'exemple en Chine, où les autorités ont annoncé prendre une telle mesure pour freiner la croissance ; cela entraînera en toute logique une diminution des crédits disponibles, notamment pour les PME.

Contact : Jens Van Rysselberghe, économiste
Tél. : 02/210.87.96 - e-mail : jev@cefip-kefik.be
Centre de Connaissances du Financement des PME (www.cefip.be)